



**PRÉFET
DE LA RÉGION
OCCITANIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

PC11

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

**Décision de dispense d'étude d'impact après examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement**

Le préfet de région, en tant qu'autorité en charge de l'examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement,

- Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu la directive 2014/52/UE du 16 avril 2014 modifiant la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 ;
- Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R. 122-2 et R. 122-3 ;
- Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017 fixant le modèle de formulaire de la demande d'examen au cas par cas en application de l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté du préfet de région Occitanie, en date du 6 septembre 2021, portant délégation de signature au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- Vu la demande d'examen au cas par cas relative au projet référencé ci-après :
- **n°2022 - 010742 ;**
 - **Création d'un espace commercial dans la zone artisanale de Piquerouge à Gaillac (Tarn - 81) ;**
 - **déposée par SCI BCLP ;**
 - **reçue le 29 juin 2022 et considérée complète le même jour ;**
- Vu l'avis de la direction départementale des territoires en date du 5 juillet 2022 ;

Considérant la nature du projet :

- qui consiste à construire un espace commercial au sein d'une parcelle de 2,2 ha située dans la zone artisanale de Piquerouge à Gaillac (Tarn) ;
- qui comprend :
 - le déboisement de 0,3 ha d'arbres présents sur la parcelle d'implantation ;
 - la création de 7 060 m² de bâtiments équipés de panneaux photovoltaïques en toitures sur une surface de 5 188 m² ;
 - la création des voiries et d'un parking de 138 places ;
 - la réalisation d'aménagements paysagers.
- qui relève des rubriques du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement :
 - n°39 relative aux travaux, constructions et opérations d'aménagement ;
 - n° 41a relative aux aires de stationnements ouvertes au public de 50 unités et plus ;

Considérant la localisation du projet :

- en dehors de tout périmètre de protection répertorié au titre de la biodiversité, des sites et des paysages ;
- en dehors de tout périmètre de protection de captage d'eau potable ;
- en dehors de toute zone inondable référencée au PPRI du bassin du Tarn aval;

Considérant que les impacts potentiels du projet sur l'environnement ne devraient pas être significatifs compte tenu des éléments suivants :

- de l'implantation du projet dans le prolongement du centre commercial de la zone de Piquerouge ;
- de la réalisation de 138 places de parking perméables (evergreen ou équivalent) ce qui limite les ruissellements en temps de pluie ;
- de la mise en place d'une noue et de tranchées de stockage pour la régulation et la gestion des eaux en temps de pluie ;
- de la réalisation de plantations d'arbres (67 unités au total de Chênes pédonculés et d'Érables champêtres) pour leurs rôles paysagers et support de la biodiversité ;
- de la conservation des arbres remarquables existants (cinq) ;

Considérant en conclusion qu'au regard de l'ensemble de ces éléments, le projet n'est pas susceptible d'entraîner des impacts notables sur l'environnement ;

DÉCIDE**Article 1^{er}**

Le projet de création d'un espace commercial dans la zone artisanale de Piquerouge à Gaillac (Tarn - 81), objet de la demande n°2022 – 0010742 n'est pas soumis à étude d'impact.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3

La présente décision sera publiée sur le système d'information du développement durable et de l'environnement (SIDE) : <http://www.side.developpement-durable.gouv.fr>.

Fait à Toulouse,

Pour le préfet de Région et par délégation,
Pour le directeur régional et par délégation,
Le chef du département « Autorité environnementale »

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa mise en ligne sur internet.

Le recours gracieux doit être adressé à :

Monsieur le préfet de région

DREAL Occitanie

1 rue de la Cité administrative Bât G

CS 80002 - 31074 Toulouse Cedex 9